Juin 2012 - N° 3

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIES
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

« De grandes ambitions dans la croissance verte »

P 22

EMERGENCE

Les investissements internationaux se multiplient P 4 à 11

GOUVERNANCE

Mission du FMI : « *C'est bien parti !* » P 15

PÉTROLE

Cameroun et Nigeria ensemble pour valoriser Bakassi P 16

Faites vous-même l'actualité

www.agenceecofin.com/com

AU SOMMAIRE

06 · Les Américains débarquent

11 · La Corée va améliorer le transport public de Yaoundé

15 · Les recommandations du FMI pour hisser le Cameroun au rang des émergents

18 · Internet : le Cameroun passe à la vitesse supérieure

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited - Rooms 1102-1103,
11F, Kowloon Building, 555 Nathan Road,
Monkok, Kowloon, Hong Kong

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Agence ECOFIN, Guy C. MOUSSI,
Alain COLY, Mamadou CISSÉ,
Dominique FLAUX, Bénédicte CHATEL,
www.agenceecofin.com

Opérateur
Séquence Media SA
www.sequencemedia.com
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL

Régie publicitaire
Séquence Media, Genève
Benjamin FLAUX
Tél +41 78 699 13 72
benjamin.flaux@sequencemedia.com
Au Cameroun
Sté Galma, Yaoundé
Tél + 237 22 21 97 84

Diffusion et Impression
Ste GALMA (imprimerie du soleil Levant)
BP 15903 Yaoundé, Cameroun
Marlyse BIEME ONANA (DG)
Tél. : 00 237 22 21 97 84 - 99 59 11 95

Gratuit – Ne peut être vendu

Bienvenue aux investisseurs américains, français, marocains, chinois, allemands, coréens, canadiens...

Depuis que le Cameroun a lancé son programme de grandes réalisations, les investisseurs étrangers commencent à croire sérieusement à l'émergence économique du pays. Ce dernier mois, les missions de prospection et les annonces de projets se multiplient, en provenance des quatre coins de la planète.

L'offensive marocaine

Fin avril, une délégation d'hommes d'affaires marocains conduite par Mohamed Ketanni, PDG d'Attijariwafa Bank, a été reçue au Palais de l'Unité. Banque, BTP, agro-industrie étaient au menu.

Anas Sefrioui, PDG du groupe marocain Addoha.

L'EXPANSION D'ATTIJARI

Le patron du premier groupe bancaire marocain a annoncé son intention d'accompagner, avec d'autres entreprises marocaines, la réalisation des infrastructures et la construction de logements sociaux au Cameroun. Attijariwafa Bank, qui avait repris la Société Camerounaise de Banque (SCB), a doublé le nombre d'agences en un an et compte garder ce même rythme de progression au cours de cette année. Avec un taux de bancarisation de 12%, le Cameroun demeure, de l'avis de M. Ketanni, un vaste champ en friche. Cette conquête de nouvelles parts de marché, confie-t-il, « *a permis à sa banque de rassurer le personnel, qui s'était inquiété au moment où la banque avait changé de mains* ». Côté clientèle, Attijariwafa Bank voudrait s'ouvrir davantage aux fonctionnaires, aux personnels de sécurité et de défense et aux petites et moyennes entreprises.

ADDOHA VEUT INVESTIR ET CONSTRUIRE

Anas Sefrioui, PDG du groupe marocain Addoha, a posé la première pierre de la construction d'une ci-

menterie d'une capacité de 500 000 tonnes à Bonabéri, dans la banlieue de Douala. « *Dans six à huit mois, cette cimenterie sera opérationnelle* », a-t-il promis à l'issue d'un entretien de plus d'une heure avec le président Paul Biya.

La construction de cette usine de ciment, a indiqué l'homme d'affaires marocain, viendra « *en amont comme pourvoyeuse de matière première pour l'accompagnement d'un vaste programme de construction de logements sociaux* ».

D'un coût d'environ 20 milliards

Mohamed Ketanni.

FCFA, le chantier de l'usine de Bonabéri créera, selon son promoteur, un millier d'emplois. Celui-ci prévoit, dès l'entrée en production de cette usine, la baisse du prix du ciment sur le marché et, par ricochet, de celle du coût des logements.

UNE USINE DE CHOCOLAT

D'autres secteurs intéressent aussi les investisseurs marocains. En effet, selon un communiqué du ministre du Commerce, la Compagnie Marocaine de Chocolaterie, à travers sa succursale camerounaise Cameroon Investment Company, va lancer en juin 2012 à Douala la construction d'une usine de chocolat. Luc Magloire Mbarga Atangana a fait cette annonce après avoir conduit une délégation d'opérateurs économiques camerounais aux premières journées économiques et commerciales camerounaises, du 2 au 6 mai 2012 à Casablanca, au Maroc. **DF**

Forte délégation d'industriels allemands

Ernst Burgbacher, secrétaire d'Etat parlementaire auprès du ministre fédéral de l'Economie et de la Technologie, et Reinhard Buchholz, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne (RFA) au Cameroun, ont été reçus en audience au Palais de l'Unité par le président Paul Biya. A la tête d'une forte délégation d'industriels allemands venus en visite de prospection au Cameroun, Ernst Burgbacher et son hôte ont exploré toutes les pistes en vue d'intensifier la coopération germano-camerounaise.

Ernst Burgbacher, secrétaire d'Etat parlementaire auprès du ministre fédéral de l'Economie et de la Technologie.

ENERGIES RENOUVELABLES

A cette occasion, le secrétaire d'Etat allemand a annoncé que des projets d'envergure sont en cours dans les domaines de l'environnement et des énergies renouvelables, secteurs dans lesquels l'Allemagne possède une expertise de renommée internationale.

UNE USINE D'ENGRAIS

A sa sortie d'audience, Ernst Burgbacher confiera à la presse que son pays se propose d'installer une usine de fabrication d'engrais chimiques au Cameroun. Le secrétaire d'Etat allemand a réitéré la même information à Douala au cours d'une séance de travail avec le patronat camerounais au siège du GICAM. L'usine projetée vise une production annuelle d'environ 600 000 tonnes d'ammoniac et 700 000 tonnes d'urée destinées au marché local et à l'exportation.

GUY MOUSSI

Les Américains débarquent

C'est dans le domaine de l'agro-industrie, et plus spécifiquement dans l'huile de palme, que les Américains veulent investir au Cameroun.

Cargill prêt à créer 10 000 emplois

Le groupe américain se dit prêt à investir entre 100 et 200 milliards FCFA dans les plantations de palmiers à huile, et à créer ainsi près de 10 000 emplois.

En prospection en terre camerounaise, la délégation du groupe a marqué un temps dans la métropole économique, où elle a rencontré Marthe-Angeline Mindja, directeur général de l'Agence de promotion des investissements (API), à qui elle a exposé l'objet de sa présence au pays. La visite, lui ont-ils indiqué, rentre dans le cadre d'une mission de prospection qui vise à implanter en Afrique, notamment au Cameroun, au Liberia et en Côte d'Ivoire, une vaste plantation de palmiers à huile.

Le directeur général de l'API a relevé que c'est un projet à prendre très au sérieux, surtout qu'il s'agit de la palmeraie, un secteur qui crée de nombreux emplois. On parle de près de 10 000 emplois pour 50 000 hectares de palmeraie. « *Le secteur du palmier à huile est considéré comme prioritaire dans notre pays dans la mesure où l'agriculture figure en bonne place dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi* », a souligné la patronne de l'agence. **AGENCE ECOFIN**

Heracles Capital veut investir à nouveau

A la tête d'une délégation d'investisseurs américains, Bruce Wrobel, patron d'Heracles Capital Corporation, a été reçu au Palais de l'Unité. Pour la circonstance, le PDG était accompagné de Carmine Farnan, directeur de la société SG Sustainable Oils Cameroon PLC (SGSOC). Implantée au Cameroun depuis bientôt trois ans, Heracles Farms, à travers la SGSOC, exploite dans la région du sud-ouest une vaste concession de palmiers à huile sur la base d'un contrat de bail emphytéotique passé avec les autorités camerounaises.

Bruce Wrobel scrute avec optimisme l'avenir du palmier à huile dans cette région. Pour preuve, explique-t-il, « *la SGSOC, qui emploie déjà 400 personnes, va quasiment doubler, voire tripler ses effectifs d'ici l'année prochaine* ». L'investisseur américain se fait l'idée d'un immense projet de développement pour le Cameroun, voire au-delà, notamment l'Afrique de l'Ouest.

L'implication du groupe Herakles dans le secteur du palmier à huile en Afrique découle, selon Bruce Wrobel, cité par *Cameroon Tribune*, « *d'un constat et d'une curiosité* ». En 2011, relève-t-il, l'Afrique a importé d'Indonésie pour plus de 2500 milliards FCFA d'huile de palme. Or, il est constant que les plants de palmiers à huile cultivés en Indonésie ont été importés du Cameroun. Raison pour laquelle Heracles Farms a misé sur un pays comme le Cameroun qui, selon Bruce Wrobel, dispose de l'un des meilleurs potentiels agricoles au monde.

L'investisseur américain a déclaré repartir du Cameroun, au terme d'une semaine de visite de l'exploitation de la SGSOC, avec le sentiment d'avoir le soutien des autorités au projet, et convaincu que le Cameroun est un endroit idéal pour investir. **GCM**

CAMEROUN ET CANADA : 50 ANS DE BONNES RELATIONS

Les négociations d'un futur accord de promotion et de protection des investissements entre le Canada et le Cameroun avancent à grand pas. Ce second round des négociations intervient après les premières discussions de novembre 2011 à Ottawa. De sources officielles canadiennes, en 2010, le Cameroun s'est classé 1er marché d'exportation du Canada en Afrique centrale. Les investissements canadiens portent notamment sur l'énergie et les industries extractives. Le ministre Emmanuel Nganou Ndjoumessi s'est dit heureux de la confiance et du soutien qu'exprime le Canada vis-à-vis du Cameroun. « *Nous sommes heureux du travail qui a été bien fait. Ces questions d'intérêt national ne doivent pas prendre du temps pour aboutir* », a-t-il déclaré. **MC**

Les grandes ambitions du Français Bolloré

Au cours d'une interview donnée sur les antennes de l'*Office national de radio et télé*, le capitaine d'industrie français a indiqué que le groupe qu'il dirige entend investir 50 milliards FCFA cette année et l'année prochaine au Cameroun dans la partie logistique. A l'évidence, une part de ces investissements sera affectée au développement du port en eaux profondes de Kribi.

DÉVELOPPEMENT DU RAIL

Surtout, souligne Vincent Bolloré, « *nous avons le développement de Camrail* ». Cette entreprise qui relève du portefeuille du groupe est le concessionnaire, depuis juillet 1999,

Vincent Bolloré.

du chemin de fer camerounais. « *Nous avons aussi des projets dans le chemin de fer, qui consistent à la fois à prolonger le chemin de fer vers d'autres pays, et à permettre ainsi d'aller récupérer les voyageurs et les produits pour les transporter via le Cameroun* », poursuit-il. Mais le projet qui lui tient le plus à cœur est certainement celui « *du train rapide entre Douala et Yaoundé, avec des autorails qui pourraient mettre trois heures* ». Bien évidemment, derrière ce projet, on devrait voir en filigrane l'avènement du train à grande vitesse (TGV), qui « *permettrait de désengorger les routes, d'avoir moins d'embouteillages* ».

SOLAIRE

Autre projet évoqué : les énergies renouvelables, et notamment le photovoltaïque dans 16-18 mois. Le groupe Bolloré est réputé pour la diversification de ses activités. En plus de ses développements dans la logistique et les transports, le groupe voudrait bien lancer, à ses frais bien sûr, « *un projet au Cameroun avec une ferme photovoltaïque, des batteries, et puis des maisons qui seraient ainsi alimentées sans avoir besoin d'énergie fossile* ».

PASSER DE 7000 À 10 000 SALARIÉS

Ce sont là, aux yeux de Vincent Bolloré, autant de projets de développement et de projets d'emplois dans un pays qu'il « *aime particulièrement* » pour sa stabilité politique et la compétence et la qualité exceptionnelles de ses ressources humaines. Toutes choses qui expliquent pourquoi le groupe Bolloré est présent au Cameroun depuis des dizaines d'années et entend renforcer sa présence. Un pays où le groupe emploie près de 7000 personnels en ce moment. Un chiffre qui, à en croire Vincent Bolloré, va passer à 10 000 personnes dans les cinq prochaines années par le biais de la création d'activités nouvelles.

AGENCE ECOFIN

FRANCE : 41 MILLIARDS FCFA POUR SOUTENIR LE MONDE RURAL

La signature entre la France et le Cameroun du Contrat désendettement-développement va libérer la somme de 41,4 milliards FCFA qui seront affectés à 700 microprojets issus des plans communaux de développement. Selon le ministre Emmanuel Nganou Djoumessi, représentant à l'occasion la partie camerounaise, dans les dix régions du Cameroun, ce sont 329 communes qui vont ainsi bénéficier d'adduction d'eau ou d'électricité, d'écoles, de marchés, et surtout d'équipements agricoles.

La Corée va améliorer le transport public de Yaoundé

L'Agence de coopération internationale de la Corée (KOICA), représentée par Ra Kapchae, et la Communauté urbaine de Yaoundé, par Gilbert Tsimi Evouna, ont signé un accord de financement d'environ 675 millions FCFA dans le cadre du *Public Transport System Improvement Project*. Ainsi, dans les années à venir, Yaoundé devrait être dotée d'un nouveau système de transport public, tel que le bus rapide, le tramway, ou le train léger sur rail.

PROGRAMME D'ÉTUDE ET DE FORMATION

Avant cela, le *Public Transport System Improvement Project*, dans un premier temps, va établir un plan de transport. Dans une seconde phase, le projet va porter sur une étude de faisabilité. En troisième lieu, recommandation sera faite sur le système d'exploitation d'autobus dans le cadre d'un partenariat public-privé. A la fin, on procèdera alors au transfert des connaissances et des technologies dans le domaine de la gestion et de la planification des transports publics, comme cela se fait en Corée du Sud.

Il est par exemple prévu que quatorze experts sud-coréens se rendent au Cameroun pendant la période de mise en œuvre du projet, et plus de dix fonctionnaires camerounais seront invités au programme de formation en Corée. **MC**

Bus de Séoul.

La Chine veut moderniser les télécoms

Depuis deux mois déjà, tout est mis en œuvre pour que le centre de traitement des données (*datacenter*) du projet e-post sorte de terre. La construction du *datacenter*, assurée par l'entreprise chinoise Huawei Technologies Co, rentre dans le cadre de la mise en œuvre du projet e-post, fruit du protocole d'accord entre les présidents Paul Biya du Cameroun et Hu Jin Tao de Chine. Elle est financée grâce à un prêt de 32 milliards FCFA octroyé par Eximbank China.

LES PERFORMANCES DE CAMPOST

Le projet e-post consiste à interconnecter les 234 bureaux de poste répartis à travers le territoire national. « *134 bureaux seront raccordés par la fibre optique, et 100 par liaisons satellitaires* », explique Robert Alabatena, chef de l'équipe opérationnelle du projet. A terme, il faut s'attendre à ce que l'envoi et la réception du courrier, le transfert d'argent et autres services postaux soient traités dans des conditions optimales (rapidité dans les délais et respect de la confidentialité du courrier). Quant aux coûts, ils seront certainement revus à la baisse.

Cette modernisation de la poste va sans doute profiter à toute l'économie camerounaise. D'autant plus que la mise en œuvre du projet e-post va améliorer les performances de Campost et lui permettre de faire face à la concurrence. La couverture nationale du réseau postal, ainsi qu'une répartition géographique équilibrée des services postaux, seront par ailleurs garantis.

DANS LES DÉLAIS

Jean-Pierre Biyiti bi Essam, ministre des Postes et des Télécommunications, et Xue Jinwei, ambassadeur de Chine au Cameroun, ont effectué ce lundi 9 avril une visite du site à l'effet de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux. Sur le chantier, les visiteurs se sont accordés sur ce que l'entreprise chinoise Huawei Technologies Co, qui réalise les travaux depuis février 2012, n'est pas à la traîne. Très assurément, les travaux seront livrés dans les délais, c'est-à-dire d'ici juillet prochain. « *Je peux vous confirmer que la Chine va continuer à travailler avec le Cameroun pour moderniser les télécommunications* », a indiqué l'ambassadeur Xue Jinwei au terme de la visite du chantier du projet e-post.

GUY MOUSSI

Autoroute Douala-Yaoundé : de nombreuses offres

Après la Chine, Israël, la Banque mondiale, l'Union européenne (UE) et la Banque africaine de développement (BAD) ont déjà fait des offres de partenariat au gouvernement.

Face à la presse, Patrice Amba Salla, ministre des Travaux publics (MINTP), a déroulé le projet de construction d'une autoroute moderne. A terme, l'ouvrage va permettre aux deux plus grandes métropoles camerounaises de communiquer plus facilement.

Le MINTP a indiqué qu'en ce moment le gouvernement a déjà reçu six à sept offres de partenariat venant de pays comme la Chine et Israël. Il a également reçu des offres venant d'institutions comme l'UE, la BAD et la Banque mondiale. Toutes les offres, a-t-il précisé, sont encore en étude.

Sur le financement du projet, aucun montant n'a été avancé par le ministre Amba Salla, parce que, explique-t-il, « *rien n'a encore été arrêté à ce sujet* ». Il a du moins annoncé que « *des études de faisabilité sont également en train d'être menées* ». Sur les 285 milliards FCFA annoncés par la Chine, le MINTP a été formel : « *Il ne s'agit que d'une mise à disposition. Le gouvernement est encore en train d'analyser l'affaire dans tous ses contours avant de prendre une décision définitive.* » L'argent débloqué par Exim Bank of China, ajoute-il, « *permettra de financer une partie du projet* ».

M. Amba Salla n'a donné aucune information ni sur l'itinéraire, ni sur la date du démarrage des travaux. D'autant plus, argumente-t-il, que tous les financements ne sont pas encore rassemblés.

GCM

Habitat : Jean-Claude Mbwentchou met la pression sur les chantiers de Douala

Sur le site devant abriter 1175 logements sociaux à Mbanga Bakoko, Jean-Claude Mbwentchou, accompagné de son secrétaire d'Etat Marie-Rose Dibong, s'est voulu clair : l'opération n'a que trop traîné, tout le monde devra avoir livré son travail fin août au plus tard. « *On ne peut pas traîner sur un chantier de huit mois pendant près de trois ans* », a lâché le ministre au terme de la visite du site.

Des entreprises ont certes connu quelques difficultés, liées notamment aux paiements tardifs ou à l'indisponibilité d'eau et d'électricité. Instructions ont été données pour plus de célérité dans le déblocage des fonds pour que les travaux s'accélèrent. Au besoin, « *on pourra même attribuer les lots des entreprises traînant le pas à celles qui sont plus performantes* », menace-t-il.

La veille, il a visité le chantier de la Cité du Cinquantenaire, à Bonapriso, où 450 logements de standing et 4000 m² de commerces et de bureaux sortiront de terre. Le ministre a aussi visité le site de recasement des douaniers à la Base Camtel TSF.

Il a notamment donné l'instruction de lancer les procédures de recensement des habitants de l'actuelle cité. Le même jour, Jean-Claude Mbwentchou est descendu sur le terrain qui devra accueillir l'hôtel Marriott à Bonanjo. **AE**

Annonce de début des travaux du barrage de Memve'ele

Le contrat d'exécution a été signé hier, jeudi 12 avril, à Yaoundé, entre le Cameroun et la Chine. Ce qui, de l'avis de Basile Atangana Kouna, ministre de l'Eau et de l'Energie, représentant à l'occasion la partie camerounaise, marque le début effectif des travaux sur le site.

En attendant la date de la pose de la première pierre qui, selon le chef de la cellule d'appui à la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement hydroélectrique de Memve'ele, dépend du chef de l'Etat, les travaux sur les voies d'accès continuent sur le terrain. On situe leur évolution à 60%.

D'un coût estimé à 365 milliards FCFA, les travaux de construction du barrage hydroélectrique de Memve'ele seront exécutés par l'entreprise chinoise Sinohydo Corporation Limited, pour ce qui est du barrage, de l'usine et des voies d'accès.**AE**

Basile Atangana Kouna, ministre de l'Eau et de l'Energie

Kribi : le point sur les travaux en cours

Environ quatre mois après la pose officielle de la première pierre des travaux de construction du port en eaux profondes de Kribi, le chantier avance sur le site de Mboro, à une trentaine de kilomètres de Kribi.

Tout d'abord, la base vie de la China Harbour Engineering Company Limited (Chec Ltd) est achevée et accueille déjà les travailleurs. D'après cette entreprise, les sondages terrestres et en mer sont achevés, tout comme les design préliminaires. De même, la centrale à béton est pleinement opérationnelle et a commencé à produire les éléments de protection de la digue.

Du côté de la digue de protection, l'évolution des travaux est encore plus visible. Environ 240 m ont été gagnés sur la mer, sur les 1355 m que doit mesurer au final la digue, soit quelque 17%. Le résultat est déjà visible sur le plan d'eau. En effet, alors que sur un côté de la digue la houle est plutôt forte, de l'autre, la mer est apaisée.

Sur le plan sécuritaire, le déploiement des forces de sécurité, le Bataillon d'intervention rapide (BIR) notamment, autour du chantier est visible aussi bien sur le domaine terrestre que sur le plan d'eau. Les logements des responsables du projet du côté de Kribi sont également sécurisés. Par ailleurs, selon un responsable local, un poste de gendarmerie a été récemment créé, après la visite du ministre délégué à la présidence, chargé de la Défense.

GCM

Projet de fer de Mbalam : 500 km de route en perspective

La communication au sujet de la construction, sur environ 500 km, d'une route bitumée partant du site du projet de fer de Mbalam, en Haut-Nyong, jusqu'à Kribi, traversant cinq départements, a été faite le 27 avril dernier au cours d'une conférence donnée à Yaoundé par Urbain Noël Ebang Mveng, secrétaire général du Ministère de l'industrie, des mines et du développement technologique (MINIMIDT).

Au cours de sa communication, Urbain Noël Ebang Mveng a rappelé à la presse que le Code minier en vigueur prévoit que les compagnies minières participent au développement des infrastructures et de l'environnement social, toute chose allant dans le sens de l'amélioration significative des conditions de vie des populations. CAM IRON LTD, première entreprise impliquée dans ce projet de Mbalam, contribue au financement des travaux. D'autres investisseurs rejoindront le projet et participeront naturellement au financement de cet axe routier, a assuré Urbain Noël Ebang Mveng.

Le secrétaire général du MINIMIDT a tenu à préciser que le projet de Mbalam avance. L'argent pour le paiement des compensations relatives aux déplacements de populations est déjà disponible. D'ici six mois, l'opération sera bouclée. La construction de la voie ferrée, évaluée entre 150 et 200 milliards FCFA, sera achevée à temps afin de permettre le démarrage effectif de l'exploitation du gisement de fer de Mbalam.

GCM

Le gouvernement sanctionne 139 pollueurs

D'après le Ministère chargé de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable, les institutions publiques et autres établissements privés mis à l'index ont écopé de pénalités en raison de la violation de la loi de 1996 relative à la gestion de l'environnement.

Ce département ministériel vient d'infliger des sanctions à 139 installations d'organismes publics ou privés, et même à de simples particuliers en infraction. On retrouve, au nombre des sanctions pécuniaires, divers comportements répréhensibles : le déversement des eaux usées dans la nature sans traitement préalable, les décharges sauvages de filtres à huile, les constructions sans étude d'impact environnemental au préalable, les dégradations de l'environnement, le déversement dans la nature de déchets issus de fosses septiques domestiques, la pollution du sol, de l'eau, de l'air, ou même l'exploitation frauduleuse d'une forêt communautaire.

PLUIE D'AMENDES

Les sanctions pécuniaires varient autant que les lieux de commission des infractions. C'est le cas avec un Groupement d'initiatives communes (GIC) à Nanga-Eboko condamné à payer au Trésor public la somme de 500 000 FCFA, et une station-service à Yaoundé qui est frappée d'une amende de 10 millions FCFA.

Au nombre des contrevenants, on trouve également une compagnie agro-industrielle qui produit du thé dans le Sud-Ouest, la Société Sucrière du Cameroun (Sosucam), la Communauté urbaine de Bamenda, la Société immobilière du Cameroun (SIC), les opérateurs de téléphonie mobile Orange (5 millions FCFA) et MTN Cameroun (3 millions FCAF), la société Hygiène et Salubrité du Cameroun, l'immeuble d'un huissier de justice exerçant à Maroua et un navire battant pavillon étranger, des laboratoires pharmaceutiques, les Aéroports du Cameroun, des entreprises de BTP, des établissements hôteliers, des abattoirs d'animaux, des supermarchés. Ou encore Navire MV Swift-Split Panama, partenaire d'Africa Bolloré Logistic, qui s'est vu infliger une amende de 25 millions FCA pour une pollution des eaux du fleuve Wouri.

A noter que les distributeurs de produits pétroliers sont largement représentés parmi les contrevenants ainsi dénoncés. Sur les 139 cas répertoriés, 35 stations service de marque Total ont été condamnées à un total de 94,5 millions d'amende pour diverses infractions. « *Normalement, les personnes mises en cause doivent s'acquitter naturellement des sanctions. Mais il se trouve que, cette année notamment, beaucoup traînent des pieds ou essayent de tromper la vigilance du ministère. Ces derniers payent en partie ce qu'ils doivent, et ne se signalent plus pour le reste* », explique un collaborateur du ministre de l'Environnement.

Selon le communiqué, les contrevenants se verront traduits devant les juridictions territorialement compétentes dans la suite de la procédure.

GCM

Biométrie : ELECAM attribue le marché à Giesecke & Devrient

L'entreprise allemande, qui a gagné le marché de 7,8 milliards FCFA, a dix mois pour boucler les inscriptions sur les listes électorales. Le groupe Giesecke & Devrient s'engage à acquérir le matériel nécessaire aux opérations d'inscription sur les listes électorales et à former des personnels chargés desdites opérations.

« *Des dispositions sont déjà prises en Allemagne* », a souligné le mandataire de cette compagnie allemande qui a satisfait aux exigences du cahier des charges lié à cette opération sur les plans administratif, technique et financier. Poursuivant, Hans W. Kunz s'est voulu rassurant : « *Nous sommes capables de faire le travail tel qu'il est défini dans les termes du contrat. (…) Nous avons été dans de nombreux pays pour travailler, notamment au Brésil pour gérer la carte d'identité biométrique. Nous travaillons également en Europe de l'Est, et il y a quelques jours nous avons été retenus pour ce qui est de la sécurisation du permis de conduire dans les Baltiques. Nous avons fait la carte d'identité biométrique en Egypte, et même le passeport biométrique au Botswana.* »

GCM

Les recommandations du FMI pour hisser le Cameroun au rang des émergents

Le ministre camerounais en charge des Finances, Ousmane Alamine Mey.

Le ministre camerounais en charge des Finances, Ousmane Alamine Mey, a reçu une mission conjointe FMI/Banque mondiale/BAD du 2 au 16 mai dernier, au terme de laquelle il a signé un communiqué : « *S'agissant des performances récentes, la mission a noté avec satisfaction que l'économie camerounaise a bien résisté à la crise mondiale, avec un taux de croissance de 4,2% et un taux d'inflation continu à moins de 3% en 2011. Les perspectives pour l'année 2012 restent favorables, le taux de croissance projeté étant de l'ordre de 5%, en même temps que les tensions inflationnistes demeurent maîtrisées* », peut-on lire.

De l'avis de Mario de Zamaroczy, « *les résultats encourageants de l'économie camerounaise sont rendus possibles grâce, d'une part, au démarrage effectif des grands projets structurants dans le secteur des infrastructures et de l'énergie, et d'autre part au raffermissement de la demande intérieure, soutenue par la bonne tenue des finances publiques* ».

Au sujet des descentes sur le terrain qui ont conduit la mission tout au long de la semaine écoulée à Douala, Limbe et Kribi, l'émissaire du FMI a livré ses impressions. « *Nous avons vu des travaux herculéens engagés sur le projet du port en eaux profondes de Kribi. Un projet majeur pour le développement des échanges dans la sous-région. C'est bien parti !* » s'est félicité Mario Zamaroczy.

Les émissaires ont ensuite formulé plusieurs recommandations à l'endroit des autorités camerounaises dans le cadre de la préservation de la viabilité des finances publiques et de l'accélération de la croissance économique, « *en vue de hisser le Cameroun au rang de pays émergent à l'horizon 2035* ».

- Renforcer la mobilisation des recettes non pétrolières ainsi que l'efficacité de la dépense.

- Poursuivre la réalisation des investissements structurants.

- Promouvoir le secteur privé, grâce notamment à l'amélioration du climat des affaires et au renforcement du secteur financier, afin qu'il joue mieux son rôle d'intermédiation.

La mission a encouragé les autorités camerounaises à réévaluer la politique de subvention des prix de certains produits afin que ce soutien bénéficie davantage aux populations les plus nécessiteuses.

GUY MOUSSI

Le Cameroun et le Nigeria envisagent une exploitation pétrolière conjointe de Bakassi

Selon Goodluck Jonathan, le Nigeria « *fera le pas nécessaire pour exploiter avec le Cameroun les ressources pétrolières existantes dans la frontière commune* ».

Le conflit frontalier de Bakassi, qui a empoisonné les relations entre les deux voisins pendant près de dix ans, finalement tranché en faveur du Cameroun par la justice internationale, pourrait ainsi se solder par une franche coopération bilatérale.

BONNE INTELLIGENCE

« *Nous devons prendre en considération la proposition que vous avez apportée et organiser une rencontre qui devrait permettre de discuter de manière pertinente de la possibilité de pouvoir exploiter ensemble les ressources pétrolières à nos frontières communes* », a déclaré le président Jonathan, selon la presse de son pays qui estime que cette association de bonne intelligence serait de nature à attirer les investisseurs, jusqu'ici réticents à s'aventurer dans cette zone dont le processus de démarcation de la frontière n'est encore tout à fait terminé.

INTÉRÊTS COMMUNS

En joignant leurs forces, le Cameroun et le Nigeria garantiront plus facilement un cadre opérationnel sécurisé, plus attractif pour les compagnies pétrolières et donc plus profitable pour chacun des deux pays associés. **DF**

Omer Gatien Maledy prend les commandes du café-cacao

Le spécialiste en systèmes d'information des marchés et expert financier a été installé le 11 avril dernier à Douala dans ses nouvelles fonctions par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana.

Omer Gatien Maledy.

Le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) a son nouveau secrétaire exécutif en la personne d'Omer Gatien Maledy, qui totalise 25 années d'expérience dans les deux produits de base. Il remplace ainsi Pierre Tsimi Enouga qui, lui, a passé 18 ans à ce poste. C'est donc dire à la suite des membres de cette association de producteurs de café/cacao que l'arrivée d'un nouvel homme fort à la tête du secrétariat exécutif du CICC marque le début d'une ère nouvelle au sein de cette association.

DES DÉFIS À RELEVER

Avant de prendre officiellement les rênes du secrétariat exécutif du CICC, le ministre Luc Magloire Mbarga Atangana, qui présidait la cérémonie, a rappelé les défis qu'aura à relever le nouveau secrétaire exécutif du CICC. Entre autres, la rationalisation de la commercialisation interne du cacao/café, l'exigence de la certification et de la traçabilité des produits, le respect des limites maximales des résidus des pesticides et des métaux lourds en tant que nouvelle contrainte de mise en marché, l'adoption de nouveaux standards imposés par les marchés de l'exportation, et la transformation locale des produits dans l'optique d'une plus grande valeur ajoutée.

UN GRAND GISEMENT D'EMPLOIS

D'après le CICC, le cacao, le café robusta et le café arabica représentent 28% des exportations non pétrolières et 40% des exportations du secteur primaire et des produits agricoles d'exportation du Cameroun. « *Leur production est faite à partir des exploitations familiales réparties sur sept* régions : Centre, Est, Littoral, Nord-O*uest, Ouest, Sud et Sud-Ouest. Plus de 60 000 familles sont directement impliquées dans la production. Et on estime à 6 millions le nombre de personnes bénéficiant directement des revenus des économies cacaoyères et caféières. Les revenus annuels sont évalués à 100 milliards FCFA* », indique-t-on à la cellule de communication du CICC.

C'est dire que les filières cacao et café constituent un grand gisement d'emplois et de création de richesse, notamment pour les plus jeunes, avec un engouement particulier pour la création de nouvelles plantations. L'actualité y est axée sur la formation et/ou le recyclage des brigades villageoises d'intervention

phytosanitaire, la mise en œuvre du plan stratégique pour la relance de la production de café, et la création d'une association nationale de producteurs de cacao et de café. **MC**

LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU CACAO ET DU CAFÉ

Rappelons que le CICC est né de la dissolution en 1991 de l'Office national de commercialisation des produits de base (ONCPB), dans le cadre du programme d'ajustement structurel de la Banque mondiale, dissolution qui a également donné naissance à l'ONCC. Celui-ci est la structure étatique de la filière, tandis que la CICC est une association des acteurs de l'interprofession privée des filières café-cacao. Outre son personnel au nombre de 37, le CICC comprend quatre collèges : un collège des producteurs, les quelque 200 000 planteurs étant représentés au CICC via les coopératives, les GIC, etc. ; un collège des acheteurs, qui est surtout le fait du secteur caféier ; un collège des transformateurs-industriels, qui comprend la seule unité de transformation de cacao, la SIC Cacaos, filiale de Barry Callebaut, et les torréfacteurs caféiers ; les exportateurs, au nombre de 25 opérateurs actifs, constituent le 4ème collège.

Le CICC tire ses ressources financières d'une redevance collectée par l'Etat lors de l'exportation du café, parallèlement à celle que l'Etat collecte pour l'ONCC : pour le CICC, le montant s'élève à 400 FCFA le kilo de café, ce qui lui a donné un budget de 1 milliard FCFA l'année dernière.

Internet : le Cameroun passe à la vitesse supérieure

Le Ministère des postes et des télécommunications (Minpostel) et la société de téléphonie mobile MTN Cameroon ont connecté à Limbe, dans le Sud-Ouest, le pays à un nouveau système, le *West Africa Cable System* (WACS) qui relie Londres à l'Afrique du Sud.

Il s'agit en fait d'un câble sous-marin de grande capacité qui va permettre un plus large trafic à l'international, répondre efficacement aux exigences du nouvel environnement de l'internet haut débit, faire chuter les coûts des tarifs des communications électroniques, de manière à favoriser l'accès du plus grand nombre aux services des technologies de l'information et de la communication (TIC).

En outre, il permettra d'améliorer la couverture du réseau. Le point de connexion du WACS a été visité le 12 avril dernier par le ministre Biyiti bi Essam, qui annonce la fin des ruptures de l'internet.

Après les faisceaux hertziens, le SAT3 installé en 2002 qui devrait arriver à saturation d'ici trois ans, il a fallu anticiper. Question de s'assurer de la fourniture continue de la connexion Internet. **AC**

Le régulateur des télécoms aura désormais pouvoir de sanction

Le décret présidentiel signé fin avril précise que l'Agence de régulation des télécommunications (ART) est placée sous la tutelle technique du Ministère en charge des télécommunications et, bien sûr, sous la tutelle financière du Ministère en charge des finances. Il s'agit d'un établissement public administratif dont le siège est fixé à Yaoundé.

MAÎTRE DU JEU

Selon ledit décret, plusieurs missions incombent désormais à l'ART, en plus de celles déjà régies par le décret précédent du 8 septembre 1998. L'agence pourra ainsi sanctionner les opérateurs qui manquent à leurs obligations, ainsi que leurs pratiques anticoncurrentielles. Elle collaborera avec l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (ANTIC) pour faire face à la cybercriminalité au Cameroun. Elle disposera donc des pouvoirs de régulation, de contrôle, d'investissement, d'injonction, de coercition et de sanction.

L'ART gèrera aussi un volet financier dans le sens où elle assurera le recouvrement des ressources du fonds spécial des télécommunications et supervisera la formation du personnel du secteur des télécommunications, ainsi que le renforcement des capacités.

GOUVERNANCE COLLÉGIALE

L'agence sera sous la gestion de deux organes : le conseil administratif et la direction générale. Un décret du président de la République nommera le président du conseil d'administration, qui travaillera avec onze autres membres représentant les autres institutions administratives, ainsi qu'un représentant de la présidence de la République.

GCM

La compagnie d'assurances Samiris épinglée pour une recapitalisation frauduleuse

Le 24 avril dernier à Lomé, la Commission interafricaine des marchés d'assurances (CIMA), le régulateur régional du secteur, a mis sous administration provisoire la compagnie d'assurances camerounaise Samiris SA, qui avait déposé un dossier de recapitalisation jugé frauduleux. Récit.

Suite à un contrôle effectué courant mai 2009 par la brigade de contrôle du secrétariat général de la CIMA, la Commission arrête le besoin de financement de Samiris SA à environ 1,8 milliard FCFA. En plus de la production d'un plan de financement à court terme apte à rétablir, dans un délai de trois mois, une situation financière conforme à la réglementation, le régulateur régional du secteur des assurances enjoint le *top management* de la compagnie d'apporter les corrections aux anomalies et insuffisances constatées dans la gestion administrative, technique et comptable de l'entreprise.

Le pot aux roses est découvert. La CIMA va réaliser que Samiris SA s'est livrée, depuis sa création, à des manipulations irrégulières et en marge de la réglementation, au détriment de ses assurés et de ses prestataires.

INJONCTIONS DE LA COMMISSION

Une année après, Samiris SA dépose son dossier d'augmentation de capital de 110 millions à 1 milliard FCFA auprès de la CIMA. Après examen, la Commission valide le capital social de la société d'assurances à 770 millions et arrête ses besoins de financement à 1,2 milliard. Cette fois, la société est appelée à procéder à une augmentation de capital de 230 millions, non sans faire parvenir au plus pressé à la Commission son nouveau plan de financement à court terme.

Déférant aux injonctions de la Commission, celle-ci prendra acte de l'augmentation du capital social de Samiris SA à 1 milliard, quand bien même elle jugera insatisfaisant le plan proposé par la compagnie, dont le besoin de financement avoisine les 815 millions sur la base des comptes de 2008.

Plus tard, Samiris SA, pour la résorption du déficit de 815 millions, proposera l'entrée dans son capital social d'Africa Petroleum Consultants, un opérateur local, par une augmentation de capital à hauteur de 1 milliard. Une fallacieuse augmentation qui était censée se faire par cessions de créances certaines, liquides et exigibles envers Shell Cameroun SA.

Réunion de la CIMA à Lomé.

Le pot aux roses est découvert. La CIMA va réaliser que Samiris SA s'est livrée, depuis sa création, à des manipulations irrégulières et en marge de la réglementation, au détriment de ses assurés et de ses prestataires. N'ayant pas apporté la preuve du moindre versement de sa dette, la CIMA a découvert que la recapitalisation en question est un savant stratagème monté de toutes pièces pour retarder l'échéance de paiement de la dette. Aussi, la Commission a-t-elle décidé de placer la compagnie sous administration provisoire, se refusant de lui retirer tout simplement son agrément.

GCM

Le guide de

Construire à peu de frais

La grande disponibilité des matériaux de construction et d'une main-d'œuvre formée contribue à rendre les coûts de construction très abordables au Cameroun.

Construire au Cameroun présente de nombreux avantages, comparativement aux pays voisins, car il existe déjà sur place des structures de production des intrants de base tels que le ciment, le fer, les pierres de construction ou de décoration, les charpentes de bois. Il existe aussi des carrières de sable et de pierre dans toutes les régions, ainsi que la terre pour la fabrication des briques, cuites ou non. À cela il faut ajouter une ressource humaine bien formée dans tous les métiers de la construction, depuis le plombier tâcheron jusqu'à l'ingénieur et l'architecte.
Tout investissement immobilier n'est possible qu'à la condition de l'obtention de tous les certificats nécessaires, couronnés par un permis de construire délivré par l'autorité municipale. L'obtention de ces documents pour une villa moyenne peut atteindre 500 000 FCFA, moyennant la fourniture des preuves de la propriété foncière du promoteur et des plans dûment signés par un architecte agréé, et en conformité avec le schéma directeur d'aménagement urbain. Les services de l'architecte pour une villa moyenne seront également facturés à environ 500 000 FCFA.

SABLE

À Yaoundé, un camion de 20 tonnes de sable, l›intrant de base pour toute construction, coûte en moyenne 180 000 FCFA. Un prix qui peut varier légèrement en fonction des saisons ou de la variété de sable recherchée (fin, gros grains, etc.). Le marché local du ciment est alimenté, pour l›essentiel, par Cimencam, filiale du groupe français Lafarge. Avec ses deux usines (Douala et Figuil) dont les broyeuses débitent près de 1,2 million de tonnes par an, Cimencam propose la tonne de ciment à environ 100 000 FCFA. Un prix suivi par les vendeurs de ciment importé.

FER

Concernant le fer à béton, les prix homologués changent d'une grande ville à l'autre, et suivant le diamètre du fer recherché.

Prix du fer à béton à Douala et Yaoundé :

Type\Prix par ville	Douala (FCFA)	Yaoundé (FCFA)
Fer de 6	1200	1250
fer de 8	2660	2700
Fer de 10	4150	4225
Fer de 12	5850	5950
Fer de 14	8100	8250
Fer de 16	8800	9000

Il faut néanmoins compter avec les spéculateurs, qui organisent souvent la pénurie, hors de la vigilance du Ministère du commerce, pour faire grimper les prix.

TÔLES

Pour ce qui est de la couverture des bâtiments, les tôles en aluminium produites localement par Alucam, filiale du groupe Alcan, coûtent 3600 FCFA pour la tôle de 2 mètres et 5400 FCFA pour celle de 3 mètres. Ces prix peuvent doubler si le promoteur de la construction est plus exigeant sur la qualité (tôle Bac plus épaisse) ou sur le prestige (tôles tuiles, ou tuiles en terre).

l'investisseur

BOIS

Dans ce pays producteur de bois aux essences variées, la charpente peut également être réalisée à de bons prix, puisque 4 m de chevrons reviennent à 2000 FCFA sur les marchés les plus chers.
Tous ces matériaux étant produits au Cameroun, leurs prix restent abordables. Ces prix concernent essentiellement les villes de Yaoundé et de Douala. Pour les autres localités, les prix pratiqués seront majorés des frais de transport dûment justifiés. Une variation est observée dans la commercialisation des autres matériaux.

FINITIONS ET DÉCORATIONS

Concernant les finitions et les accessoires de décoration (carreaux, portes et fenêtres, lustres, grilles et autres équipements), la production locale satisfait une bonne partie de la demande. La présence de milliers d'ébénistes, qui travaillent sur la base de bois massifs locaux, apporte une garantie de durabilité. Le plus modeste doit compter pour 30 000 FCFA pour une porte en bois quelconque, ce prix pouvant être multiplié par dix pour le promoteur raffiné et exigeant, qui aura donc des ouvertures en bois sélectionné et travaillé par les meilleurs spécialistes.
Il existe aussi de nombreux menuisiers métalliques, qui travaillent le fer forgé ou l'aluminium, pour l'installation des grilles d'entrée ou des ouvertures métalliques pour la bâtisse. Le portail en fer d'une villa moyenne coûte environ 400 000 FCFA. *Idem* pour les tapissiers et les décorateurs de divers segments, souvent formés dans les centres européens pour les promoteurs les plus exigeants.
Si la production des marbreries artisanales et des pierres de décoration de façades permet de disposer de produits de grande qualité naturelle à des prix très intéressants, il y a également des importateurs sur le marché.
Pour les finitions de luxe, il existe désormais des filières pour avoir à bon prix des carreaux, lustres et accessoires de qualité à très bon marché, comme le marché de Dubaï ou celui de Guangzhou, en Chine.

MATÉRIAUX LOCAUX

Cette disponibilité des matériaux de construction ne suffit cependant pas à impulser une forte dynamique dans la production immobilière, puisque certaines pesanteurs persistent. Les spécialistes évoquent une fiscalité excessive (le poids des taxes et impôts représente près de 40% du coût de la construction), des droits de douane élevés sur les matériaux importés, et l'absence d'une politique d'emprunt à taux réduit et à long terme dans les banques.

LE LEADER DU MOIS

« De grandes ambitions dans la croissance verte »

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE FLAUX

Pour Thierry Téné, cofondateur de l'Institut Afrique RSE, le Cameroun peut rejoindre le peloton de tête des pays africains qui font de la croissance verte un objectif majeur, à savoir l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, le Gabon et l'Ile Maurice.

***Investir au Cameroun* : En quoi l'économie verte pourrait-elle contribuer à l'émergence économique du Cameroun ?**

Thierry Téné : Dans sa stratégie d'émergence en 2035, il est important pour le Cameroun d'avoir de grandes ambitions de croissance verte. Ce secteur d'activités peut

contribuer à l'augmentation des recettes du budget de l'Etat, et présente des opportunités pour la création d'emplois verts et pour la lutte contre la pauvreté. On peut citer trois domaines stratégiques. Il y a d'abord les services environnementaux, à savoir le traitement de l'eau, la gestion des déchets, l'assainissement, la protection de la biodiversité et la lutte contre les pollutions diverses. Il y a aussi l'économie dite bas carbone, avec notamment les transports alternatifs, la construction durable, l'agriculture biologique et l'éco-tourisme. Et enfin toutes les opportunités offertes par les énergies renouvelables : hydroélectricité, solaire, biomasse et éolien. Le PNUD prépare d'ailleurs avec le gouvernement camerounais une initiative d'économie verte. Il faut qu'elle soit à la hauteur de la locomotive économique de l'Afrique centrale.

***IAC* : Le patronat camerounais s'est déclaré en faveur de la RSE. Comment cette prise de position s'est elle traduite sur le terrain ?**

TT : Le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM) a mis en place une charte sur l'éthique et a créé récemment une commission sur la responsabilité sociétale des entreprises. Avec le récent renouvellement de ses instances dirigeantes, il est encore en train de définir sa stratégie. Pour la sensibilisation de ses membres, le GICAM a coorganisé avec l'Institut Afrique RSE la première édition du Forum international des pionniers de la RSE en Afrique, qui s'est tenue du 8 au 10 novembre à son siège à Douala. Entreprises du Cameroun (ECAM) est également en cours de réflexion sur sa stratégie RSE et prendra des initiatives bientôt. Il serait d'ailleurs opportun que GICAM et ECAM collaborent pour l'impulsion de la RSE au Cameroun, notamment sur la définition du cadre institutionnel et l'élaboration des politiques publiques de RSE, en partenariat avec le gouvernement et les syndicats.

***IAC* : Quels sont les principaux obstacles à lever pour donner naissance à un Cameroun Vert (par analogie à Gabon Vert) ?**

TT : Il y a quatre objectifs majeurs pour l'impulsion de l'économie verte et inclusive au Cameroun. Le premier est la définition d'une politique publique ambitieuse de croissance verte pour en faire l'un des axes centraux de l'émergence du pays. C'est actuellement le cas pour l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, le Gabon et l'Ile Maurice. Il faudrait ensuite mettre en place un partenariat public-privé pour le développement des industries vertes et du *green business* au Cameroun. La troisième urgence est le lancement d'un vaste programme de formation et de renforcement des capacités sur la croissance verte. Enfin, il est important de réviser la législation pour qu'elle soit attractive pour les investissements verts, mais également contraignante pour les activités polluantes. Le Ministère de l'environnement vient par exemple d'infliger une sanction à près de 139 entreprises et organisations pour pollution au Cameroun. Mais le montant des amendes prévues par la loi est tellement dérisoire qu'il aura peu d'impact sur les cibles. Il faut donc renforcer le principe de pollueur-payeur.

> ***« Le PNUD prépare d'ailleurs avec le gouvernement camerounais une initiative d'économie verte. »***

INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

DÉJÀ SUR IPAD

BIENTÔT SUR IPHONE ET ANDROID

ericsson.
com
WE LIKE TO
MOVE IT
ERICSSON